

Défendons Picourenc : les candidats passent l'oral

Comme en 2008, l'association qui se démène pour la qualité de vie du quartier, a demandé aux trois prétendants à la mairie de s'exprimer sur différents sujets. 15 minutes chrono

Bis repetita. Comme en 2008, à l'approche des municipales de mars prochain, Dominique Piot, président de « Défendons Picourenc », a convié les trois candidats en lice – connus à ce jour – à s'exprimer sur différents sujets que défend l'association. Françoise Brousteau, Gérard Delhommez et Eliette Trouche ont répondu présent. Dévoilant leurs projets et répondant à quelques questions du public, lors de leurs temps de parole. Soit 15 minutes pile, chacun. Depuis 2000, « Défendons Picourenc » se bat pour la qualité de vie du quartier et a démarré son combat en s'attaquant au traitement des drêches de parfumerie, abandonné de haute lutte en 2006.

La zone industrielle sous surveillance

Au fil des ans, elle a élargi son champ d'action en se penchant sur les problèmes de nuisances générales dans le secteur. Elle est ainsi intervenue auprès du syndicat de l'eau et de l'assainissement à propos des odeurs générées par la serre de séchage des boues, appuyée par la municipalité.

Elle a été entendue puisque l'activité dans la serre a cessé en 2013, à l'initiative du président Pierre



Le président Dominique Piot (debout) – entouré de Christophe Degrigny, trésorier, Miloud Benomar vice-président, Annie Passet, secrétaire (de gauche à droite) – a présenté le bilan des actions de l'association depuis sa création.

(Photos J. O.)

Bornet, dont la décision était qualifiée de courageuse lors de l'assemblée générale de l'association.

Exposant les difficultés techniques et météorologiques qui ont empêché la désodorisation d'être effi-

cace, ce dernier précisait aussi que les bâtiments vont être réutilisés par la station d'épuration.

En rappelant brièvement l'histoire de ces combats, le président Dominique Piot soulignait que la vigilance s'exerce aujourd'hui principalement sur la zone industrielle. « Nous veillons sur les activités actuelles et pour que celles, futures, soient plutôt du type « stockage ». En attendant le Plan d'Occupation des Sols qui classera Picourenc en zone artisanale, nous restons exposés mais la mairie dispose d'un sursis à statuer utilisable en cas de besoin ».

Ce qui limite déjà le risque d'installation d'industries polluantes ou génératrices de lourds trafics et qui rassure quant à l'usage pouvant être fait du terrain laissé vacant par Véolia, après l'arrêt de l'activité déchets verts ayant succédé aux drêches. Attention au niveau du bruit, des odeurs, contrôle du respect de la réglementation de la ZI, sont aussi part des activités de l'association. Tout comme les déchets sauvages et le problème ardu de la circulation sur le chemin des Maures et des Adrets qui tient autant à l'incivilité des utilisateurs qu'aux croisements difficiles avec les poids lourds.

Bref, les candidats avaient de quoi dissenter.

JOËLLE OLIVERO

Eliette Trouche : « sécurité et circulation »

Le premier temps de parole a été donné par le président Dominique Piot à Eliette Trouche. Avant de prendre la parole, la candidate de l'UMP a rappelé à l'association et qu'elle continuera à être à l'écoute et à apporter son soutien.

« Je propose de créer un comité de quartier pour vous aider, de réglementer et faire respecter la circulation des poids lourds à 30 km/h et celle des véhicules légers à 40 km/h; de matérialiser les voies par des bandes blanches; de rajouter de l'éclairage sur le chemin des Maires et des Adrets et des trottoirs; de sécuriser les sorties des petits chemins.

Nous travaillons avec mon groupe sur le dossier des ralentisseurs gonflables gérés par des radars pour limiter la vitesse, même si ce n'est pas encore au point. Il faut en



priorité aménager le quartier, travailler avec Grasse (NDLR, le chemin étant pour partie à Peymeinade et pour partie à Grasse) pour les problèmes de voirie et faire bloc dans l'agglomération pour que la déchetterie continue à bien fonctionner. »

Gérard Delhomez : « désenclaver le quartier »

Deuxième à prendre la parole, Gérard Delhomez.

« La zone de Picourenc est un point noir depuis longtemps, il faut en faire un point vert. » Et le candidat de parler de transfert des activités sur une zone artisanale extérieure, de l'alternative d'éco-quartier, d'estimer que « la mairie ne fait pas les bons choix, qu'il n'y a pas d'organisation » et que « le PLU ne contient rien pour Picourenc ».

Il propose « de désenclaver le quartier, de geler les terrains, de valoriser la colline, d'établir un pilotage stratégique ». Concrètement, « que la zone soit gérée de façon étroite et directive par la commune en conciliant développement économique et habitat. Il faut créer un parc d'activités tertiaires et de micro-entreprises, impliquer la communauté d'agglomération pour forcer Grasse à



s'intéresser à ce secteur. Et enfin que l'on trouve des aménagements fiscaux prenant en compte les nuisances des riverains ». Et de conclure : « on a loupé le coche. Il nous faut travailler les idées et les projets en concertation. »

Françoise Brousteau : « engagements tenus »

Dernière à s'exprimer, Françoise Brousteau a d'abord laissé son adjoint François Gauthier dresser le bilan de la municipalité qui a réalisé « des actions conjointes avec l'association et fructueuses contre les nuisances, refait la voirie et sécurisé les berges de la Frayère ». La réglementation de la ZI : « Tous les aménagements ont été discutés en amont avec les élus, l'Urbanisme, Défendons Picourenc. Nous avons refusé toutes les installations à risque ». Le PLU : « Il permet d'influer sur l'avenir de la zone qui va ainsi devenir artisanale. Nous voulons réaliser une valorisation qualitative et esthétique de cet espace que nous avons trouvé en zone de non droit. Il sera en UZa, empêchant les installations classées, les habitations, les caravanes. »

Quant au maire, elle a souligné « qu'il est incontestable



que de grandes améliorations ont déjà été apportées. Nous nous étions engagés à requalifier le secteur dans le cadre du PLU, nous avons tenu parole. Nous exercerons notre entière vigilance pour les lots restants et le terrain « Veolia » pour lequel nous avons mis des verrous. Nous poursuivons cette politique et la concertation avec Grasse pour la circulation. »